

RWANDA



LE DÉFI

L'ÉPIDÉMIE DE VIH CONTINUE À TOUCHER DE FAÇON DISPROPORTIONNÉE LES FEMMES ET LES FILLES AU RWANDA. LES FEMMES REPRÉSENTENT ENVIRON 56 POUR CENT DES ADULTES VIVANT AVEC LE VIRUS¹. D'APRÈS L'ENQUÊTE DÉMOGRAPHIQUE ET DE SANTÉ DE 2010 (EDS), 3 POUR CENT DES INDIVIDUS ÂGÉS DE 15 À 49 ANS ÉTAIENT INFECTÉS PAR LE VIH, AVEC UN TAUX DE PRÉVALENCE DE 3,7 POUR CENT CHEZ LES FEMMES CONTRE 2,2 POUR CENT CHEZ LES HOMMES².

La prévalence du VIH chez les femmes s'est avérée nettement plus élevée dans les zones urbaines que dans les zones rurales, et a augmenté chez les femmes de 25 à 29 ans et de 35 à 39 ans par rapport à 2005³. Parmi les populations clés à haut risque, 51 pour cent des travailleuses du sexe sont infectées⁴.

L'inégalité entre les sexes constitue l'un des principaux moteurs de l'épidémie chez les femmes et les filles. Les relations de pouvoir inégales entre les femmes et les hommes empêchent les femmes de négocier des rapports sexuels à moindre risque et les rendent vulnérables à la violence, ce qui accroît leur risque de contamination et leur vulnérabilité à l'infection par le VIH. L'insécurité économique, les difficultés à accéder à la prévention, au traitement et aux services de soins et de soutien, ainsi que la stigmatisation et la discrimination liées au VIH, sont des défis constants auxquels les femmes et les filles rwandaises vivant avec le VIH continuent de se heurter⁵.

L'ENVIRONNEMENT POLITIQUE

Le Rwanda a ratifié la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF) en 1981. Vision 2020, la stratégie centrale de développement du

pays, fait référence à l'égalité des sexes comme à un domaine transversal. La Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté, qui est le cadre national pour l'action multisectorielle sur le VIH et le sida, renforcée par la Politique nationale d'égalité entre hommes et femmes, exige de tous les secteurs qu'ils intègrent l'égalité des sexes et le VIH dans leurs plans et programmes⁶.

Le Plan stratégique national sur le VIH et le sida (National Strategic Plan, NSP) 2009-2012 est étroitement en phase avec la Stratégie de développement économique et de réduction de la pauvreté et Vision 2020, et il contient des dispositions claires concernant les préoccupations de genre. Celles-ci comprennent des programmes et des activités pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, qui apprennent aux jeunes femmes à négocier l'utilisation des préservatifs et les forment en tant que paires éducatrices. Le NSP a été élaboré en consultation avec des femmes vivant avec le VIH (FVVIH) et de jeunes personnes vivant avec le VIH (PVVIH). En 2010, le Rwanda a lancé le Plan national accéléré pour les femmes, les filles, l'égalité des sexes et la lutte contre le VIH (2010-2014) ; centré sur l'égalité d'accès des femmes aux services liés au VIH, il traduit l'engagement politique en actions concrètes et en ressources pour les femmes, et protège et promeut les droits des femmes dans le contexte du VIH et du sida.

Le Rwanda a réorganisé sa structure institutionnelle en 2011 en créant le Centre biomédical du Rwanda (Rwanda Biomedical

1 Calcul fondé sur des estimations fournies par l'ONUSIDA, 2014, « Gap Report », A27, A33.

2 « Rwanda Demographic and Health Survey, 2010-Final Report ». Institut national de la statistique du Rwanda et coll., 2012.

3 « Country Progress Report Rwanda ». Centre biomédical du Rwanda, Institut du VIH/sida, de la prévention et du contrôle des maladies, 2012.

4 « Global AIDS Progress Report: Rwanda », 2014, p. 25.

5 Kimyono, A., « Addressing the links between Gender-Based Violence and HIV in the Great Lakes region: Country Report Rwanda », UNESCO, 2013.

6 « Politique nationale d'égalité entre hommes et femmes ». Ministère du Genre et de la Promotion de la famille, gouvernement du Rwanda, 2010.

Center, RBC), résultat d'une fusion de plusieurs organismes liés à la santé, notamment la Commission nationale de lutte contre le sida, auparavant responsable de la lutte contre le VIH. La lutte est désormais dirigée par l'Institut du VIH/sida, de la prévention et du contrôle des maladies (Institute of HIV/AIDS, Disease Prevention and Control, IHDP), partie intégrante du RBC et reconnu comme l'Autorité nationale de coordination de la lutte contre le sida (National AIDS Coordinating Authority, NACA).

Le Réseau rwandais des personnes vivant avec le VIH/sida (RRP+) est le principal réseau national de coordination pour les personnes vivant avec le VIH. Il représente plus de 1 300 associations et coopératives de PVVIH. Avant la mise en œuvre du programme de la Commission européenne et d'ONU Femmes, bien que les femmes représentent environ 80 pour cent des membres du RRP+, le réseau ne s'employait pas vraiment à résoudre les préoccupations de genre et les femmes étaient nettement sous-représentées dans le processus décisionnel. L'association Femmes rwandaises séropositives dans la lutte contre le VIH/sida (FRSL+) est un organisme national qui est indépendant du RRP+. Outre la FRSL+, il existe d'autres groupes de FVVIH, de petite taille, non enregistrés et confrontés à de graves difficultés opérationnelles et financières qui limitent leur participation aux processus décisionnels et de planification⁷. Les hommes, qui représentent quelque 25 pour cent des membres des groupes de FVVIH, dominent dans les fonctions de direction et de gestion⁸.

LA RÉPONSE DU PROGRAMME

Le programme de soutien à l'égalité des sexes dans le contexte du VIH/sida, qui s'est déroulé de 2009 à 2013, visait à intégrer l'égalité des sexes et les droits humains dans les politiques, lois, actions, programmes, budgets et plans clés de la lutte contre le VIH et le sida au Rwanda. Les principaux objectifs étaient de promouvoir la participation des organisations et réseaux de FVVIH à l'élaboration des politiques et programmes sur le VIH et à l'affectation des ressources, et de renforcer l'engagement en faveur de l'égalité des sexes dans la lutte nationale contre le VIH.

PARTENAIRES DU PROGRAMME

- Autorité nationale de coordination de la lutte contre le sida (NACA)
- Centre biomédical du Rwanda/Institut du VIH/sida, de la prévention et du contrôle des maladies (RBC/IHDPC)
- Ministère du Genre et de la Promotion de la famille
- Instance de coordination nationale, Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme
- Réseau rwandais des PVVIH
- Femmes rwandaises séropositives dans la lutte contre le VIH/sida (FRSL+)

L'objectif du travail que le programme de la Commission européenne et d'ONU Femmes a réalisé en collaboration avec les partenaires nationaux était de faire progresser le développement individuel et organisationnel, le leadership et la participation des FVVIH aux processus politiques, ainsi que d'accroître leur capacité à exiger une responsabilisation à l'égard des besoins et des priorités des femmes. En ce qui concerne la NACA et d'autres parties prenantes du gouvernement, le programme a mis l'accent sur le développement des capacités d'intégration des préoccupations de genre dans les processus de planification afin de garantir le respect des engagements en matière d'égalité des sexes. Le programme a également travaillé à renforcer les partenariats entre les parties prenantes, en particulier entre la NACA et les organisations de FVVIH.

Pour parvenir à réaliser ces objectifs, le programme a suivi une série de stratégies. Il a fourni un soutien et une assistance technique pour identifier les points d'entrée indispensables à l'intégration des préoccupations de genre dans la mise en œuvre et le réexamen du NSP, et il a plaidé pour l'intégration des questions de genre dans d'autres stratégies nationales de lutte contre le VIH et le sida.

Le renforcement de la NACA pour intégrer les engagements en matière d'égalité des sexes dans des programmes efficaces dédiés aux femmes a nécessité un renforcement des capacités du personnel du RBC/IHDPC. Des mesures concrètes ont été adoptées pour que les priorités de genre soient mises en œuvre dans les plans et programmes de la NACA, notamment le placement d'une conseillère principale pour l'égalité des sexes au sein du RBC/IHDPC, afin de fournir un renforcement des capacités et un soutien technique permanents. Une attention particulière a été accordée au développement des compétences du personnel en matière d'analyse et de suivi budgétaires sensibles au genre. Ces mesures visaient à ce que les budgets nationaux et les ressources affectées à la lutte contre le VIH tiennent compte des dimensions genre de l'épidémie.

Pour parvenir à faire progresser le leadership et la participation des femmes vivant avec le VIH, le programme a mis en œuvre des stratégies visant à aider les FVVIH à mieux comprendre les questions d'égalité des sexes et de droits humains, à renforcer leurs compétences organisationnelles et de plaidoyer, à construire une voix commune pour les FVVIH, et à promouvoir leur leadership et leur participation. Une étude répertoriant les organisations de FVVIH dans 15 districts, réalisée par le RBC/IHDPC pour évaluer les lacunes dans les capacités et la mesure dans laquelle les interventions du programme contre le VIH avaient bénéficié aux femmes, a constitué un véritable tremplin et une source d'information pour ces activités. Le programme a facilité l'exploration des objectifs communs ainsi que des besoins et des priorités des FVVIH, afin d'orienter les actions de plaidoyer. En outre, la conseillère pour l'égalité des sexes a coordonné l'implication des FVVIH dans les processus décisionnels et les mécanismes de financement, de même que leur participation aux conférences aux niveaux régional, national et international.

7 « Final Report for a Study on Capacity Needs Assessment for HIV+ Women's Organizations ». Commission nationale de lutte contre le sida, 2011.

8 Ibid.

Afin de dégager des ressources pour les programmes de lutte contre le VIH, le programme a rejoint l'initiative des Nations Unies « Unis dans l'action », ce qui a permis de renforcer sa viabilité et sa portée, et de mobiliser des ressources.

RÉALISATIONS

Le programme a contribué à la **réussite de l'élaboration du Plan national accéléré pour les femmes, les filles, l'égalité hommes-femmes et la lutte contre le VIH (2010-2014)**, qui place les problématiques des FVVIH à un haut niveau de priorité.

« LE PLAN STRATÉGIQUE NATIONAL SUR LE VIH ET LE SIDA 2009-2012 DU RWANDA EST SOLIDE SUR LA QUESTION DU GENRE, MAIS [AU] NIVEAU DES ACTIVITÉS PARTICULIÈRES, L'ACCENT SUR LE GENRE DISPARAÎT. AFIN QUE DES ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES ET RÉALISABLES SOIENT CONSACRÉES AU GENRE, NOUS NOUS SOMMES ATTELÉS À PRODUIRE UN DOCUMENT DE POLITIQUE QUI PRÉSENTE DES ACTIONS PRÉCISES AFIN DE GARANTIR L'ACCÈS ÉGAL DES FEMMES ET DES FILLES AU NIVEAU DE LA MISE EN ŒUVRE. »

— Conseillère pour l'égalité des sexes auprès du Centre biomédical du Rwanda/Institut du VIH/sida, de la prévention et du contrôle des maladies⁹

Les activités de formation, d'encadrement et de mentorat menées par FRSL+ et 11 autres organisations **ont permis d'accroître la confiance en soi des FVVIH, leur prise de conscience de leurs droits et leur volonté de participer à la lutte contre le VIH en tant que défenseuses et leaders**. Une nouvelle équipe de leaders a émergé et a commencé à participer aux forums régionaux et internationaux sur le VIH/sida. Par exemple, en 2012, à l'occasion de la XIXe Conférence internationale sur le sida, à Washington, une Rwandaise vivant avec le VIH a été sélectionnée pour faire un exposé sur l'influence des femmes dans l'élaboration des politiques liées au VIH.

Quant à la possibilité d'accéder aux fonds publics existants, **FRSL+, avec le soutien du programme et du RBC/IHDPC, a soumis une proposition au Fonds mondial**, qui a accepté d'en assurer le financement. Le projet soutiendra les femmes vivant avec le VIH, afin qu'elles puissent avoir accès à l'initiative « Une vache par famille », un programme gouvernemental de protection sociale. FRSL+ fait désormais partie du Comité directeur du PEPFAR.

Grâce à l'encadrement et au mentorat, **les FVVIH ont renforcé leurs efforts de plaidoyer, formulé leurs priorités et mis sur pied un programme commun**. Il y a eu une mobilisation autour des préoccupations des femmes, un groupe solide et énergique s'est formé et a favorisé leur potentiel de leadership. En outre, le fait de réunir les femmes a fortement contribué à atténuer le sentiment d'isolement et de stigmatisation ressenti par beaucoup de FVVIH. Un groupe de réflexion formé de 15 FVVIH a négocié avec succès la restructuration du réseau national (RRP+) afin de permettre aux FVVIH d'accéder à des postes décisionnels, y compris au sein du conseil d'administration. Et de fait, les élections comprennent désormais des représentantes des femmes pour des postes aux niveaux central et local. De plus, une cellule genre a été créée pour superviser les programmes et la répartition des ressources, ciblant spécifiquement les femmes et l'amélioration de l'égalité des sexes en général.

Le placement d'une conseillère pour l'égalité des sexes a contribué à promouvoir le soutien institutionnel à l'intégration d'une perspective de genre et il a permis de donner davantage de place au leadership des FVVIH dans la lutte contre le VIH au niveau national. Des séances de formation avec les coordonnatrices et coordonnateurs des Comités de district de lutte contre le VIH/sida (CDL), par exemple, ont conduit aux plans d'action des CDL pour l'intégration d'une perspective de genre dans la lutte contre le VIH au niveau des districts. Le travail de la conseillère a également conduit à l'intégration du VIH dans la politique et le Plan stratégique de lutte contre la violence à l'égard des femmes du Rwanda. En outre, les problématiques liées au genre et au VIH sont désormais à l'ordre du jour des organes de coordination technique des ministères de la Santé, des Finances et de la Planification économique, et du Genre et de la Promotion de la famille. Les FVVIH qui ont participé aux processus politiques ont souligné les principales limites et disparités liées au genre. Leurs contributions ont été utilisées dans la conception de séances de formation sur le genre et le VIH destinées aux fonctionnaires, au niveau national et au niveau des districts. La conseillère a également plaidé avec succès pour la participation des FVVIH aux mécanismes de planification des partenaires internationaux.

Afin d'améliorer la disponibilité et l'utilisation des données sur les dimensions genre du VIH, la conseillère pour l'égalité des sexes a travaillé en collaboration avec MEASURE Evaluation, de façon à **intégrer pleinement les préoccupations de genre dans les processus de suivi et évaluation, tant à un niveau central qu'aux niveaux décentralisés**. Les données obtenues ont servi à éclairer le bilan à mi-parcours du NSP 2009-2012, et elles sont maintenant utilisées pour la préparation du nouveau NSP. Les données servent également à informer les services de santé au niveau des districts, et elles sont partagées avec d'autres pays qui cherchent à intégrer les questions de genre dans leurs systèmes de suivi et évaluation.

Une budgétisation selon le genre (BSG) est maintenant appliquée de façon systématique dans tous les secteurs

⁹ Entrevue avec la conseillère pour l'égalité des sexes du Centre biomédical du Rwanda/Institut du VIH/sida, de la prévention et du contrôle des maladies, Kigali, Rwanda (Programme commun CE-ONU Femmes 2009-2013).

et toutes les institutions concernés par la lutte nationale contre le VIH, ce qui permet d'accroître et de mieux cibler les ressources allouées aux dimensions genre de l'épidémie. Une étude analytique des affectations de ressources dans le NSP 2006-2009 a révélé que la forte volonté politique d'appliquer une budgétisation selon le genre ne se traduisait pas dans les processus de budgétisation en eux-mêmes. Un outil d'analyse et de budgétisation selon le genre pour la lutte contre le VIH a été mis sur pied et aligné sur les initiatives nationales de BSG conduites avec succès dans d'autres secteurs. Avec cet outil, le RBC/IHDPC a demandé à tous les partenaires de la lutte contre le VIH de mener une analyse systématique et obligatoire des disparités entre les sexes dans leur programmation et de résoudre ces disparités dans leurs budgets. En outre, un outil de suivi des ressources a été remanié pour intégrer les analyses de BSG dans la base de données nationale qui contrôle les budgets du secteur de la santé, y compris pour le VIH/sida, pour le compte du ministère de la Santé.

Le renforcement des partenariats entre les parties prenantes dans la riposte nationale accroît le soutien apporté aux actions visant à faire participer les FVVIH à la lutte contre le VIH, et leur durabilité. Les liens et la coordination entre le personnel du RBC/IHDPC et les FVVIH ont été renforcés grâce à des réunions conjointes régulières et à des ateliers de renforcement des capacités organisés par le RBC/IHDPC pour les groupes de femmes. Le groupe de réflexion des FVVIH est régulièrement consulté sur les questions et problèmes rencontrés par les femmes, et leurs contributions sont intégrées dans la formation pour le personnel du RBC/IHDPC et pour les Comités de district de lutte contre le VIH/sida.

Le partenariat avec d'autres organismes internationaux et des Nations Unies au travers de l'initiative « Unis dans l'action » a, lui aussi, renforcé les efforts d'amélioration de la situation des FVVIH. Il a, par exemple, mené à un projet d'autonomisation économique des FVVIH dans le camp de réfugiés de Gihembe. Les femmes s'y sont également organisées en une association qui milite pour les FVVIH dans le camp.

ENSEIGNEMENTS TIRÉS

La mise en place du groupe de réflexion des FVVIH a été déterminante pour l'obtention des résultats du programme en un court laps de temps. Les femmes du groupe de réflexion, qui représentent l'ensemble des FVVIH, sont capables de parler avec autorité et conviction, car elles vivent les mêmes réalités quotidiennes et ont elles-mêmes connu la stigmatisation et la discrimination. Elles représentent un nouveau groupe de leaders capables de plaider d'une seule voix et de mobiliser les femmes pour exiger qu'on leur rende des comptes.

Le rôle de la conseillère pour l'égalité des sexes est essentiel pour la mise en œuvre et l'efficacité du programme. La conseillère a travaillé à de nombreux niveaux, plaidant pour que les préoccupations de genre figurent dans les politiques et mécanismes, et pour que les FVVIH deviennent parties prenantes des processus politiques. Compte tenu de l'étendue de ses responsabilités, le rôle de la conseillère pour l'égalité des sexes doit correspondre à un poste à temps plein, dédié aux questions liées au genre. Il doit également être un poste de haut niveau afin que sa titulaire dispose de l'autorité et du poids nécessaires pour participer pleinement au processus décisionnel.

La démonstration d'une forte volonté politique de la part du gouvernement joue un rôle important pour la réussite de l'intégration d'une perspective de genre dans la lutte contre le VIH. Elle a ici contribué à accroître l'appropriation et la durabilité des actions, en particulier parmi les parties prenantes du gouvernement. Cette volonté politique doit maintenant se traduire par des actions concrètes qui continueront d'élargir et d'approfondir la capacité des parties prenantes du gouvernement à réaliser l'analyse comparative entre les sexes et l'intégration d'une perspective de genre dans tous les secteurs.

AVERTISSEMENT :

Cette publication a été réalisée par ONU Femmes avec l'aide de l'Union européenne. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité d'ONU Femmes et ne peut en aucun cas être considéré comme reflétant la position de l'Union européenne.

RENFORCEMENT DE LA VOIX DES RWANDAISES VIVANT AVEC LE VIH

Les femmes représentent près de 80 pour cent des membres des réseaux de personnes vivant avec le VIH. Elles sont cependant nettement sous-représentées dans les structures et les processus décisionnels. Grâce à ce programme, les Rwandaises vivant avec le VIH ont pu faire entendre leur voix.

Les initiatives de développement du leadership pour les femmes vivant avec le VIH ont contribué à la création d'un groupe de réflexion comptant 15 membres, qui représente aujourd'hui les idées des femmes dans les processus politiques et de planification de la lutte contre le VIH, au niveau national comme au niveau des districts.

Le groupe de réflexion a également conclu un accord stratégique avec le Réseau rwandais des personnes vivant

avec le VIH/sida (RRP+) pour modifier son cadre juridique et réformer ses structures organisationnelles afin que les femmes y soient plus justement représentées. Le RRP+ a inclus des postes pour les femmes au sein de son conseil d'administration et a procédé à des élections par lesquelles 31 femmes et 31 jeunes sont devenus représentantes et représentants, tant au plan national que local. Le RRP+ a également créé une cellule genre afin d'intégrer l'égalité des sexes dans sa programmation et de garantir l'utilisation de ressources pour répondre aux besoins des femmes et des filles vivant avec le VIH.

Les efforts de plaidoyer des femmes vivant avec le VIH ont contribué à renforcer le leadership et l'influence des femmes dans la lutte contre le VIH au Rwanda.